



BUREAU DU CONSEILLER-MÉDIATEUR POUR LA CONFORMITÉ (CAO)
2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433, USA
TELEPHONE: +1-202-473-1973
FACSIMILE +1-202-522-7400
EMAIL: CAO@worldbankgroup.org

Communiqué : Accord entre ESSO Exploration and Production Chad Inc. (EPPCI) et les ONG représentant les collectivités locales de la zone d'exploitation pétrolière de Doba

Washington DC, 8 février 2017 — Les représentants des ONG mandatées par les collectivités situées dans la région de production pétrolière du Tchad et Esso Exploration and Production Chad Inc. (EPPCI), se sont rencontrés le 16 janvier 2017 pour signer un accord portant sur un ensemble de préoccupations communautaires déposées auprès du Conseiller-médiateur pour la conformité (CAO) du Groupe de la Banque mondiale en octobre 2011. L'accord est le résultat d'une concertation organisée par le CAO depuis 2013.

Le CAO est le mécanisme autonome de redevabilité pour la Société financière internationale (SFI), la branche privée du Groupe de la Banque mondiale. La SFI a appuyé l'oléoduc Tchad-Cameroun en prêtant 100 millions USD sur son propre compte et 100 millions USD provenant de plus de 15 banques commerciales. En 2011, le CAO a reçu des plaintes relatives aux impacts du projet sur les collectivités locales du Tchad et du Cameroun. Bien que la SFI ne participe plus au projet depuis 2012, le CAO a continué à se pencher sur les plaintes.

La plainte du Tchad a été déposée par un certain nombre d'ONG régionales et nationales (ADICAM, CPPL, CPPN, EPOZOP et GRAMPT/TC) pour le compte des collectivités locales et des personnes touchées par le projet.

En 2012, les représentants des communautés et EPPCI, ont convenu de participer à la concertation proposée par le CAO pour se pencher sur les préoccupations citées dans la plainte. Le CAO a étroitement collaboré avec les parties pour renforcer leurs capacités de médiation afin de faciliter leur concertation. En 2013, les parties ont retenu une liste commune de problématiques prioritaires à discuter et convenu de rechercher des solutions consensuelles. Depuis 2013, les parties ont tenu des séances plénières régulièrement et deux sous-comités ont été mis en place pour effectuer le travail sur le terrain et recueillir les données nécessaires pour traiter les problématiques relevées.

En conséquence de l'accord conclu, un certain nombre d'aspects seront mis en œuvre par le biais d'une Plateforme formée de représentants des parties. Par cet Accord commence la mise en œuvre effective des éléments convenus, l'important étant de veiller à ce que la relation entre les parties soit de nature consensuelle. Par cette voie de communication régulière seront également traitées toutes les nouvelles problématiques susceptibles de se manifester à l'avenir.

Des informations plus détaillées sur le processus de concertation du CAO sont disponibles à www.cao-ombudsman.org.

Personne ressource du CAO à Washington DC :

Emily Horgan
Tél. : +1.202.473.8353
Courriel: ehorgan@worldbankgroup.org

Au sujet du CAO :

Le Bureau du Conseiller-médiateur de conformité pour la (CAO) est le mécanisme autonome de résolution des griefs pour la Société financière internationale (SFI) et l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), Membres du Groupe de la Banque mondiale. Sous l'autorité du président du



BUREAU DU CONSEILLER-MÉDIATEUR POUR LA CONFORMITÉ (CAO)
2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433, USA
TELEPHONE: +1-202-473-1973
FACSIMILE +1-202-522-7400
EMAIL: CAO@worldbankgroup.org

Groupe de la Banque mondiale, le CAO se penche sur les plaintes des personnes touchées par les projets de la SFI et MIGA de façon juste, objective et constructive, le but étant de renforcer les résultats sociaux et environnementaux sur le terrain.

www.cao-ombudsman.org.

Remarque : Les ONG signataires de la plainte sont : Association pour le développement et la défense des intérêts du canton Miandoum (ADICAM), Commission Permanente Pétrole Local (CPPL), Commission Permanente Pétrole de N'Djamena (CPPN), Entente des populations de la zone pétrolière (EPOZOP) et Groupe de Recherches Alternatives et de Monitoring du projet pétrole Tchad-Cameroun (GRAMPT/TC).